

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 2

Indice	Date	Modifications	Rédaction
4	30/01/2026	PGC du 30/01/2026 Commentaire : Ajout des lots Cloisons modulaires et électricité d'aménagement.	David LOISEAU
3	27/11/2025	PGC indice 3 du 27/11/2025	David LOISEAU
2	23/07/2025	PGC indice 2 du 23/07/2025	David LOISEAU
1	10/07/2025	PGC indice 1 du 10/07/2025 Commentaire : MAJ plan canicule	David LOISEAU
0	10/07/2025	PGC indice 0 du 10/07/2025	David LOISEAU

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

1.3. Renseignements généraux concernant l'opération

1.3.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.3.2. Phasage de l'opération

1.3.3. Informations complémentaires

1.4. Contexte réglementaire.

1.4.1. Contexte réglementaire de l'opération

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.2.2. Réseaux enterrés

2.2.3. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

2.3. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.3.1. Amiante

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.3.2. Branchement en eau

3.3.3. Branchement en électricité

3.3.4. Branchement d'assainissement

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.3. Identification du personnel

3.4.4. Visites de chantier par des tiers.

3.4.5. Panneau de chantier

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.7. Signalisation de danger - Sortie de camions

3.4.8. Base vie - Modalités d'organisation

3.4.9. Base vie - Définition des installations

3.4.10. Base vie - Entretien des installations

3.4.11. Sécurité incendie des installations

3.4.12. Installations de distribution électrique

3.4.13. Installations d'éclairage

3.4.14. Vérification réglementaire des installations électriques

3.4.15. Entretien des installations électriques

3.4.16. Points d'eau et d'évacuation

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

3.5.3. Manutentions et levages

- 3.5.4. Manutentions et levages - Grue à tour
- 3.5.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue
- 3.5.6. Organisation des approvisionnements - Approvisionnements aux étages
- 3.5.7. Moyens de levage propre à chaque lot

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

- 3.6.1. Voie piétonne
- 3.6.2. Accès des véhicules et stationnement
- 3.6.3. Voirie de chantier stabilisée
- 3.6.4. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments
- 3.6.5. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux
- 3.6.6. Nettoyage des voiries extérieures - Phase fondations profondes
- 3.6.7. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre
- 3.6.8. Nettoyage des voiries extérieures - Phase corps d'états secondaires
- 3.6.9. Accès dans les bâtiments
- 3.6.10. Accès dans les étages
- 3.6.11. Accès en toiture

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

- 3.7.1. Protection en rive des fouilles
- 3.7.2. Protection des rives de planchers
- 3.7.3. Protection des trémies et réservations
- 3.7.4. Protections des balcons
- 3.7.5. Protection de gaine d'ascenseur
- 3.7.6. Protection des baies en façade
- 3.7.7. Protection en rives de toiture
- 3.7.8. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes
- 3.7.9. Pose des gardes corps de balcons et coursives
- 3.7.10. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

- 3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.8.2. Bennes à gravais et déchets
- 3.8.3. Acheminement des déchets vers les bennes
- 3.8.4. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.8.5. Evacuation des matières dangereuses

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

- 3.9.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.9.2. Consignes de sécurité
- 3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.9.4. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline
- 4.1.2. Travaux de terrassement généraux
- 4.1.3. Travaux de VRD
- 4.1.4. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- 4.1.5. Travaux de fondations
- 4.1.6. Travaux de gros-œuvre
- 4.1.7. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers
- 4.1.8. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.9. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds
- 4.1.10. Montage et assemblage de la charpente
- 4.1.11. Echafaudages
- 4.1.12. Travaux de menuiseries extérieures
- 4.1.13. Travaux en façade
- 4.1.14. Travaux de plâtrerie
- 4.1.15. Travaux des lots techniques
- 4.1.16. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.17. Travaux en hauteur
- 4.1.18. Travaux d'ascenseurs et monte-charges
- 4.1.19. Prévention du risque incendie
- 4.1.20. Utilisation de produits dangereux ou à risques

- 4.1.21. Travaux d'étanchéité - Plancher béton
- 4.1.22. Travaux de couverture traditionnelle
- 4.1.23. vigilance canicule
- 4.1.24. Travaux d'espaces verts
- 4.1.25. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante
- 4.1.26. Travaux d'agencement/cloisons modulaires

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Plan Général Simplifié de Coordination
- 5.1.3. Désignation des entreprises
- 5.1.4. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.5. Prestataires de services et Travailleurs indépendants
- 5.1.6. Présence de personnel étranger
- 5.1.7. Inspection Commune
- 5.1.8. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié
- 5.1.10. Rôle du coordonnateur
- 5.1.11. Registre journal
- 5.1.12. Définition des personnes autorisées

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

7 ANNEXES

7.1 2025-06-Actualites-FortesChaleur-V2.pdf

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	SCI JPM BERTHELOT 1221	343 rue Maryse Hilsz 45770 Saran
Maître d'oeuvre réalisation	Exia construction	7 rue pierre et marie curie 45140 INGRE
maître d'oeuvre conception	Atelier POINVILLE	Le Petit Poinville 45800 COMBLEUX
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	1 place Rivierre Casalis Immeuble Citevolia 45000 FLEURY LES AUBRAIS
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	1 place Rivierre Casalis Immeuble Citevolia 45000 FLEURY LES AUBRAIS

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
0 - désamiantage			
1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS	GUINTOLI (Titulaire)	147 rue des Fougères P.A de la Saussaye 45590 SAINT-CYR-EN-VAL	Email : matessier@guintoli.fr
2 - Gros Oeuvre	CDC (Titulaire)	RUE DE LA METAIRIE - ZI Acti'Dry 45370 DRY	Email : e.vinsot@cdc45.fr
	Valem (Sous-traitant)	ZI Portes de Chambord, 1 Rue Maryse Bastié 41500 Mer	Email : steve.agasse.valem@orange.fr
3 - Ravalement			
4 - Etanchéité	ARTCAVIC (Titulaire)	100 Rue du Clos Pasquiès 45650 SAINT JEAN DE BLANC	Email : lucas.vallee@artcavic.com
5 - Charpente Bois – Couverture zinc			
6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie	NADELI (Titulaire)	14 rue de Rocheboyer 41100 SAINT OUEN	Email : benoit.paillard@nadeli.fr
7 - plâtrerie			
8 - Menuiseries intérieures			
9 - plafonds suspendus			
10 - Carrelage – faïence			

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
11 - Peinture			
12 - ascenseur			
13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES	FIDEC (Titulaire)	10 rue du Civet 45150 JARGEAU	Email : accueil@fidec45.fr
14 - CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE			
15 - INSTALLATION SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE			
16 - CLOISONS MODULAIRES, MENUISERIES INTERIEURES (aménagement intérieur)			
17 - ELECTRICITE D'AMENAGEMENT			

1.3. Renseignements généraux concernant l'opération

1.3.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

Le projet a pour objet la construction d'une agence FRANCE TRAVAIL, d'une cellule commerciale et de parkings, située rue de

Curembourg à 45400 Fleury-les-Aubrais, pour le compte de la SCI JPM BERTHELOT 1221.

L'établissement est classé type W de 5ème catégorie.

Le projet est implanté sur un terrain nu.

Limites foncières et implantation suivant plans d'Architecte.

La construction sera de type Rez de Chaussée + 1 étage.

La construction sera accessible aux personnes handicapées physiques.

1.3.2. Phasage de l'opération

1.3.3. Informations complémentaires

1.4. Contexte réglementaire.

1.4.1. Contexte réglementaire de l'opération

Principes généraux :

Principes généraux de prévention :

Pour rappel :

- 1- Eviter les risques
- 2- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3- Combattre les risques à la source.
- 5- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 4- Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 6- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- 8- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Travaux en zone occupée (exploitant) :

- La « zone chantier » est régie par le décret 94 et donc privative par rapport au reste du site. Par conséquent, aucun exploitant n'a le droit d'y accéder sans l'autorisation de la maîtrise d'Ouvrage et l'avis de la maîtrise d'œuvre seule personne ayant la totale connaissance des activités en cours et futures. Le plan d'installation de chantier définira les limites entre ces deux zones réglementaires ainsi que les cheminements à utiliser par le personnel chantier.
 - Toutes les actions faisant partie intégrante du projet seront gérées par le décret 94. Les risques découlant des dites actions (telles que travaux en hauteur, travaux ATEX, ...) devront être définis dans le PPSPS des entreprises.
- Du bon sens à ne pas oublier :
- L'Entrepreneur reste toujours responsable de ses ouvrages, de son personnel et de la sécurité y compris pour les autres jusqu'à la livraison de ses ouvrages.
 - Le brûlage est interdit, même du bois.
 - Les produits potentiellement polluants (solvants organiques, huiles, lubrifiants, adjuvants spéciaux, hydrocarbures, produits acides ou basiques, etc) seront stockés sur des zones étanches équipées d'un bac de récupération des effluents. Le nombre de Bac de récupération tiendra compte des liquides pouvant être stockés ensemble (sans réaction en cas de contact).
 - Les eaux rejetées au réseau ou dans le milieu naturel devront respecter les valeurs limites de pH autorisées par la réglementation.
 - Le ravitaillement des engins en carburant se fera également sur une aire protégée et étanche.
 - À l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, chaque entrepreneur établira une procédure qui assure qu'aucun élément du chargement ne peut tomber du véhicule sur les chaussées ou trottoirs.
 - Les entreprises devront entretenir et réviser les engins de chantier correctement. Un kit d'intervention d'urgence sera présent sur site pour résorber toute fuite accidentelle et limiter la pollution. Toute pollution accidentelle du site devra être signalée dès son identification, afin de prendre au plus vite les mesures correctives appropriées. Si des terres sont souillées, elles seront récupérées et évacuées en centre agréé au frais de l'entreprise fautive.

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a confié une étude géotechnique préalable, du type G2 AVP à la société JP INGENIERIE. L'étude est jointe au dossier de consultation des entreprises.	Maître d'ouvrage
<p>L'étude géotechnique a permis de définir que les fondations seront de type :</p> <p>Compte-tenu de la nature des formations mises en évidence, de leurs caractéristiques mécaniques, hydrogéologiques et des caractéristiques du projet, il est envisagé des fondations superficielles, types semelles filantes ou isolées ancrées au sein de la formation des argiles.</p> <p>Il faudra respecter les dispositions suivantes pour éviter les risques de mouvements différentiels des fondations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rigidification des fondations et du niveau bas • Profondeur minimale d'assises des fondations d'au moins 2.00 m sous le niveau extérieur actuel et définitif du terrain • Pas de plantation d'arbres à proximité immédiate de la construction (distance égale au moins à 1.5fois la hauteur de l'arbre à maturité) • Récupération des eaux de toitures par des gouttières et rejet des eaux pluviales dans un collecteur étanche • Entourer les façades par un étanchement de surface suffisamment large pour éviter les infiltrations jusqu'au niveau des fondations. 	Maître d'ouvrage
Les entreprises prendront connaissance des caractéristiques du sol et tiendront compte des contraintes constatées, pour toute installation d'engins ou de moyens de levage, ainsi que pour dimensionner la structure des voiries et plateformes provisoires du chantier.	2 - Gros Oeuvre

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a établi une déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique de déclaration (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr).</p> <p>Les entreprises devront préalablement à leur intervention établir une déclaration d'intention de commencement de travaux auprès du site.</p> <p>Les éléments de réponse seront transmis en copie au coordonnateur</p> <p>N° de consultation du télé-service: - N° affaire du déclarant: .</p>	Maître d'ouvrage

2.2.2. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération.	<p>2 - Gros Oeuvre</p> <p>1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS</p>
Avant le démarrage des travaux de terrassement, l'entreprise responsable du lot, s'assurera sur le site, de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser. Il matérialisera au préalable les réseaux existants.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

2.2.3. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux sur site, Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR : - "concepteur" : salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux. - profil "encadrant" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux. Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR «encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée. - "opérateur" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin.	Tous Corps d'état

2.3. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.3.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires et suite à la couverture de matériaux pouvant être composés d'amiante, le maître d'ouvrage a fait établir un diagnostic en recherche d'amiante avant travaux par la société EX'IM CENTRE. Rapport N°:ort 115514 JPM BERTHELOT 1221 A en date du,23/07/2025. Le rapport a conclu en la présence de matériaux contenant de l'amiante (Fibres d'amiante de type chrysotile, riébeckite-amiante (crocidolite)) : débris au sol.	Maître d'ouvrage
Retrait d'amiante: Conformément aux dispositions légales, les entreprises procédant au retrait/ encapsulage de matériaux amiantés devront au préalable établir un plan de retrait. Le plan de retrait sera adressé, trente jours avant leur intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OPPBTP – MEDECINE DU TRAVAIL) via la plateforme DEMAT@MIANTE. Une copie du plan de retrait ainsi que de l'accusé de transmission téléchargeable sur la plateforme DEMAT@MIANTE, sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Travaux sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante : Les entreprises intervenantes devront réaliser leur intervention en "sous-section 4" Cela nécessite la formation des différents intervenants (opérateur et encadrement) et la réalisation d'un mode opératoire à envoyer aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OBBPTP – MEDECINE DU TRAVAIL – SPS). Les zones concernées seront interdites d'accès aux autres intervenants pendant les phases d'intervention.	0 - désamiantage
Les travaux de retrait d'amiante seront réalisés avant le démarrage des travaux de terrassement.	0 - désamiantage

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état.</p> <p>Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés). 	Maître d'œuvre
Le planning général des travaux devra notamment intégrer les points suivants :	Maître d'œuvre
Réalisation de la plateforme, au-droit de la base de vie, dès le démarrage des terrassements généraux, pour la mise en place des installations sanitaires et vestiaires.	Maître d'œuvre
Le remblaiement contre les murs enterrés des sous-sols se fera dès la réalisation du plancher haut pour restituer des plates-formes extérieures stables et nivelées afin de permettre l'installation des échafaudages dès que besoin.	Maître d'œuvre
La période d'utilisation des grues mises à la disposition communes des entreprises dans le cadre des approvisionnements. (Date et durée)	Maître d'œuvre
La période d'utilisation des plateaux recettes mis à la disposition commune des entreprises dans le cadre des approvisionnements verticaux. (Date et durée)	Maître d'œuvre
La date de mise à disposition des ascenseurs définitifs dans le cadre des approvisionnements verticaux.	Maître d'œuvre

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le maître d'œuvre établira un plan guide d'installation de chantier qui fera apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les délimitations de l'opération, * Les voies d'accès au chantier ainsi que les voies provisoires de circulation internes avec leur gabarit envisagé. * L'emplacement des zones de stockage envisagées, * L'emplacement, l'emprise au sol des zones réservées aux installations de chantier. * L'emplacement des points de raccordement en électricité, téléphone, eau potable et assainissement, * L'emplacement envisagé des grues, * L'emplacement de la zone réservée à la livraison, au déchargement et au chargement des véhicules du chantier, * Les cheminements des piétons (public ou personnel du chantier), y compris ceux éventuellement déviés, * L'emplacement des zones de tri des déchets, 	Maître d'œuvre

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	Maître d'ouvrage

3.3.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage fera réaliser le branchement définitif par les concessionnaires avant le démarrage des travaux. L'entreprise fera la demande de la pose d'un compteur de section suffisante pour l'alimentation des installations.	Maître d'ouvrage

3.3.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation du point de raccordement en électricité présent sur site.	Maître d'ouvrage

3.3.4. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation du branchement d'assainissement définitif de l'opération. Le maître d'ouvrage fera la demande de raccordement auprès des concessionnaires pendant la période de préparation.	Maître d'ouvrage

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	2 - Gros Oeuvre
Sur ce plan figureront notamment: * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets.	2 - Gros Oeuvre
Il précisera les entrées du bâtiment.	2 - Gros Oeuvre
Il précisera l'implantation de la grue de chantier,	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Il précisera l'implantation des recettes à matériaux	2 - Gros Oeuvre

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complétera les clôtures existantes le cas échéant. Elle sera constituée par des panneaux métalliques grillagés, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre par des connecteurs. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	2 - Gros Oeuvre
Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules. L'accès piéton se fera par un portillon indépendant du portail d'entrée des véhicules.	2 - Gros Oeuvre
Une clôture continue sera mise en place autour du chantier dès le début des travaux de terrassement et maintenue en place jusqu'à la fin de l'opération.	2 - Gros Oeuvre

3.4.3. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	Tous Corps d'état
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Tous Corps d'état

3.4.4. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra le balisage des circulations autorisées à la visite depuis l'extérieur du chantier jusqu'à la zone de visite.	Tous Corps d'état
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra s'assurer de l'absence de stockage de matériaux, de gravats ou de matériels dans les circulations empruntées.	Tous Corps d'état

3.4.5. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	2 - Gros Oeuvre

3.4.6. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	2 - Gros Oeuvre
Zones extérieures aux emprises clôturées: Mise en place, à l'entrée de chaque zone interdite d'accès au public dès le démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	2 - Gros Oeuvre

3.4.7. Signalisation de danger - Sortie de camions

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place de panneaux routiers, en amont du chantier sur la voie d'accès. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre

3.4.8. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	2 - Gros Oeuvre
Les cantonnements seront implantés, de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	2 - Gros Oeuvre

3.4.9. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	2 - Gros Oeuvre
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	2 - Gros Oeuvre
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	2 - Gros Oeuvre
Salle de réunion : Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et chauffé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier.	2 - Gros Oeuvre

3.4.10. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau des bureaux et salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	2 - Gros Oeuvre
Pour garantir un entretien régulier, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront pris en charge dans le cadre du compte interentreprises.	2 - Gros Oeuvre

3.4.11. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel, seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.	2 - Gros Oeuvre

3.4.12. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
L'entreprise devra l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sur le réseau du site. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer le raccordement des installations intérieures du bâtiment.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer l'alimentation intérieure des bâtiments. Il sera prévu: un coffret au pied de chaque cage d'escalier, un coffret par étage et par cage d'escalier, implantés dans les communs.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer la distribution des toitures terrasse de chaque bâtiment. Il sera prévu: un coffret par toiture-terrasse.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
Les coffrets de distribution équipés de PC seront installés sur chaque niveau. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point du bâtiment.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
Depuis le tableau général, l'entreprise installera : un tableau placé au plus près de la zone cantonnement qui restera en place pour toute la durée du chantier, une armoire pied de grue et une armoire au pied de chaque bâtiment pour les branchements de distribution qui sont à la charge du lot électricité.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

3.4.13. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des halls d'entrées, des cages d'escaliers et des circulations communes. Cette installation se fera à l'avancement de l'élévation des bâtiments.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

3.4.14. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, cantonnements) par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES 2 - Gros Oeuvre
Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des installations de distribution intérieures et de l'éclairage de chantier, nécessaire pour ces différents corps d'états, il sera procédé à une vérification complémentaire par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme accrédité (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES 2 - Gros Oeuvre

3.4.15. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

3.4.16. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier ainsi que des points d'eau extérieurs pour les bâtiments.	2 - Gros Oeuvre
Depuis l'alimentation principale du chantier, fourniture et pose, de bornes de puisage réparties sur l'ensemble de l'opération.	2 - Gros Oeuvre

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état
Chaque entreprise remettra, une semaine à l'avance, ses prévisions de livraison.	Tous Corps d'état

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier. Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées et empierrées dès la phase des terrassements généraux.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Pendant la phase de construction tous corps d'état, l'entreprise aura en charge la maintenance des zones de stockage (Charge compte prorata).	2 - Gros Oeuvre
Une aire sera dédiée aux livraisons sur la plateforme de voirie. Elle sera implantée au-delà de l'entrée du bâtiment. Elle sera matérialisée par un balisage et reportée sur le plan d'installation de chantier.	2 - Gros Oeuvre
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état
Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier, le cas échéant ils se feront sur l'aire de stockage prévue à cet effet.	Tous Corps d'état
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	Tous Corps d'état
Les matériaux avec risques particuliers seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec une signalétique adaptée.	Tous Corps d'état
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Tous Corps d'état
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires aménagées dans le cadre de l'opération. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments.	Tous Corps d'état
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site (notamment en toiture).	Tous Corps d'état
Les stockages de longue durée seront positionnés dans des endroits isolés qui ne gênent pas la manutention des stockages des autres corps d'état.	Tous Corps d'état

3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Tous Corps d'état
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux (vérification tous les 6 mois) et expédier copie de l'attestation de vérification au coordonnateur S.P.S.	Tous Corps d'état
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Tous Corps d'état
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	Tous Corps d'état
Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage). L'entreprise utilisatrice devra la fourniture des systèmes d'accrochage, adaptés aux charges à lever (élingues, palonniers, etc..) et vérifiés. Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.	Tous Corps d'état

3.5.4. Manutentions et levages - Grue à tour

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise adressera une demande d'autorisation d'installation auprès des services administratifs compétents (Métropole, mairie, etc) Après obtention l'entreprise adressera une copie de l'arrêté d'installation au coordonnateur pour inscription au registre journal.	2 - Gros Oeuvre
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise fera réaliser un examen environnemental du site par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport d'étude au coordonnateur pour inscription au registre journal.	2 - Gros Oeuvre
L'entreprise devra s'assurer que les fondations de grue soient réalisées en tenant compte de la nature du sol et des recommandations du rapport d'étude géotechnique.	2 - Gros Oeuvre
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise fera réaliser un avis de stabilité et inspection des ouvrages des assises par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport au coordonnateur pour inscription au registre journal.	2 - Gros Oeuvre
L'installation et le démontage de la grue feront l'objet d'une réunion de concertation avec les différents intervenants liés à ces opérations, l'entreprise donneuse d'ordre doit informer le coordonnateur SPS de ces opérations.	2 - Gros Oeuvre
Des mesures spécifiques devront être mises en place pour le montage et démontage de la grue comme le balisage de la zone concernée et l'affectation d'une personne au sol pour interdire le passage des autres intervenants dans l'aire de manœuvre.	2 - Gros Oeuvre
Préalablement à la mise en service d'une grue, l'entreprise fera réaliser une vérification de mise ou remise en service par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport au coordonnateur pour inscription au registre journal.	2 - Gros Oeuvre
En cas d'installation de plusieurs grues à tour interférentes, mise en place de dispositifs auxiliaires de sécurité adaptés aux types de fonctionnement des grues. Avant toute mise en service ces dispositifs feront l'objet d'une vérification de bon fonctionnement par un technicien dûment qualifié et spécialisé. Une copie de l'attestation de bon fonctionnement, sera adressée au coordonnateur SPS. Les dispositifs auxiliaires de sécurité devront faire l'objet d'une maintenance régulière.	2 - Gros Oeuvre
Le risque d'interférence doit être étudié par l'entreprise concernée avant l'amenée d'engins de levage en complément de la grue du chantier ou d'autres engins déjà présents.	Tous Corps d'état
En cas d'utilisation simultanée de plusieurs grues ; fixes ou automotrices, un dispositif de gestion des risques d'interférences par convention doit être mis en place. Les grutiers seront équipés de talkie-walkie le cas échéant. Le coût induit est à prendre en charge par les entreprises concernées.	Tous Corps d'état

3.5.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue

Dispositions prévues	A la charge de
La grue devra être maintenue un mois après la fin du "clos et couvert" pour assurer les approvisionnements des entreprises qui en auront fait la demande.	2 - Gros Oeuvre
Les entreprises devront transmettre à l'entreprise gestionnaire de la grue, leur planning prévisionnel de livraisons utilisant la grue, avec dates et durées, ainsi que les points d'introduction dans le bâtiment afin d'être en mesure de donner une durée d'immobilisation supplémentaire de la grue du chantier.	Tous Corps d'état
Les manutentions et approvisionnements avec la grue du chantier ne pourront commencer qu'après l'établissement d'une convention de prêt qui déterminera les responsabilités des intervenants.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Une convention spécifique devra être signée avant toute opération de manutention, entre l'entreprise assurant la gestion de la grue et l'entreprise concernée.	2 - Gros Oeuvre

3.5.6. Organisation des approvisionnements - Approvisionnements aux étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les approvisionnements dans les niveaux concernés, l'entreprise assurera la mise à disposition des toitures terrasses du RDC qui auront pour fonction de servir de recettes à matériaux (matérialisation et protection). Prévoir l'affichage systématique des charges admissibles. Les entreprises devront ANTICIPER l'approvisionnement de leurs matériaux de manière à disposer de ces toitures de réception. Les charges admissibles des plateaux recettes seront transmises au coordonnateur pour inscription au registre journal.	Tous Corps d'état

3.5.7. Moyens de levage propre à chaque lot

Dispositions prévues	A la charge de
Après le départ de la grue, chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	Tous Corps d'état

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.	2 - Gros Oeuvre
Les entrées du bâtiment devront être aménagées par la mise en place de rampes ou d'embranchements provisoires, compensant les dénivelés éventuels. L'entretien et l'adaptation de ces installations seront prévus, pendant toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	2 - Gros Oeuvre 1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	2 - Gros Oeuvre

3.6.2. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.	Tous Corps d'état
Tous les autres véhicules, entreprises, transport et personnel, stationneront sur la plate-forme des futurs parkings du projet ou sur le domaine public.	Tous Corps d'état

3.6.3. Voirie de chantier stabilisée

Dispositions prévues	A la charge de
Une voie d'accès sera créée pour les besoins du chantier. Celle-ci devra être suffisamment résistante pour le trafic du chantier et cela jusqu'à la fin des travaux.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
La voie d'accès du chantier sera remise en état autant que de besoin pendant toute la durée du chantier sur demande du maître d'Œuvre.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
En phase préparation et avant démarrage des travaux de gros œuvre, réalisation du fond de forme des voies de circulation et des zones de parking.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

3.6.4. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Afin de permettre une intervention sécurisée à partir des échafaudages ou nacelles aux abords des façades, ceux-ci seront rendus et maintenus dégagés et nivelés. En fonction de la nature du terrain l'entreprise devra la réalisation des bandes de roulement périphériques aux bâtiments. Ces bandes, d'une largeur de 5,00m seront empierrées et compactées afin de permettre aux engins de levage et nacelles de circuler. L'entreprise devra l'entretien et la maintenance régulière des bandes de circulation, pendant toute la durée des interventions en façade.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

3.6.5. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot terrassement, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison de deux fois par semaine minimum.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

3.6.6. Nettoyage des voiries extérieures - Phase fondations profondes

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot fondations profondes, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison de deux fois par semaine minimum lors de la phase fondation.	2 - Gros Oeuvre

3.6.7. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison d'une fois par semaine si nécessaire.	2 - Gros Oeuvre

3.6.8. Nettoyage des voiries extérieures - Phase corps d'états secondaires

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot gros œuvre, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison d'une fois par semaine si nécessaire (Charge compte prorata).	2 - Gros Oeuvre

3.6.9. Accès dans les bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes des halls d'entrées situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance des aménagements provisoires nécessaires à la sécurisation des accès.	2 - Gros Oeuvre
Les accès à l'intérieur des bâtiments se feront par les différentes portes situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance d'emmarchements provisoires, suivant besoins.	2 - Gros Oeuvre
En cas d'impossibilité de remblayer en périphérie des constructions, mettre en place des passerelles équipées de garde-corps qui seront maintenues jusqu'au remblaiement définitif.	2 - Gros Oeuvre

3.6.10. Accès dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers définitifs, à poser à l'avancement de la réalisation des planchers.	2 - Gros Oeuvre
En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement des élévations, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire.	2 - Gros Oeuvre

3.6.11. Accès en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès à la toiture du R+1 se feront par la mise en place d'une tour d'accès à positionner le long des façades. Cet équipement devra permettre d'accéder aux différents niveaux de toiture. Le positionnement de cette tour se fera en concertation avec la maîtrise d'œuvre. L'entreprise devra l'entretien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux. L'équipement sera maintenu en place pendant toute la durée des interventions en toiture y compris celle des autres corps d'états et fera l'objet d'un PV de réception qui sera affiché en pied de l'équipement.	2 - Gros Oeuvre
Les accès aux toitures terrasses du RDC (technique et personnels) se feront depuis les portes d'accès du R+1 . L'entreprise installera un dispositif d'accès sécurisé utilisable par l'ensemble des intervenants pour toute la durée des interventions en toiture.	2 - Gros Oeuvre

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.7.1. Protection en rive des fouilles

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses rigides, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques. L'implantation des garde-corps se fera en retrait de la tête de talus.	2 - Gros Oeuvre 1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

3.7.2. Protection des rives de planchers

Dispositions prévues	A la charge de
Dès que le plancher sera posé, l'entreprise mettra en place des garde-corps qui devront assurer les protections collectives.	2 - Gros Oeuvre
La pose des planchers sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute.	2 - Gros Oeuvre
La prévention des chutes de hauteur sera assurée, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en façade. En plus d'assurer la protection des intervenants lors de la pose et du coulage des planchers, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection face au vide, des intervenants lors du montage de maçonneries ou la pose d'éléments préfabriqués. Mise en place des garde-corps à la pose des planchers.	2 - Gros Oeuvre
Les protections collectives devront être mises en place avant la pose des planchers de façon à assurer la sécurité des travailleurs.	2 - Gros Oeuvre

3.7.3. Protection des trémies et réservations

Dispositions prévues	A la charge de
Les trémies et réservations seront équipées par des protections provisoires et devront être installées de façon à être suffisamment résistantes (ex: garde-corps), celles-ci devront comporter une lisse supérieure à 1,00 m une lisse intermédiaire et une plinthe.	2 - Gros Oeuvre
La prévention des chutes de hauteur, des trémies de grande dimension, des rives d'escalier, se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1,00m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques en rive de dalle ou sur la dalle. Mise en place des garde-corps, à la pose des planchers.	2 - Gros Oeuvre
Les réservations d'une dimension inférieure à 0,80 cm, seront protégées par la mise en place d'un treillis filant et/ou par dispositif d'obturation arasant le plancher ou dallage (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pouvant supporter le poids d'un homme. Fixation pour qu'aucune manœuvre involontaire ne déplace cette protection et ne puisse nuire à son efficacité (emboîtement, clouage).	2 - Gros Oeuvre

3.7.4. Protections des balcons

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, sur les balcons, se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placés à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques en rive de dalle ou sur la dalle. Mise en place des garde-corps, à la pose des balcons.	2 - Gros Oeuvre

3.7.5. Protection de gaine d'ascenseur

Dispositions prévues	A la charge de
Une protection toute hauteur de type grille sera installée. Cette protection doit permettre, en cas de besoin l'évacuation de la gaine à chaque palier par les ascensoristes.	2 - Gros Oeuvre

3.7.6. Protection des baies en façade

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur, des baies avec des allèges inférieures à 1,00m, sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la pose des menuiseries extérieures sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs. Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise de menuiseries extérieures.	2 - Gros Oeuvre

3.7.7. Protection en rives de toiture

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	2 - Gros Oeuvre

3.7.8. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	Tous Corps d'état
Après coulage du dallage et des planchers, toute modification d'un dispositif d'obturation (y compris remplacement) sera à la charge de l'entreprise prenant possession de la réservation. L'entreprise prenant possession d'une réservation devra assurer la continuité du dispositif de protection jusqu'à la sécurisation définitive. Les entreprises devront privilégier des dispositifs de type à emboîtement.	Tous Corps d'état
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : Prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection, avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone, assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS, Rétablir la protection collective à la fin des travaux, faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	Tous Corps d'état

3.7.9. Pose des gardes corps de balcons et coursives

Dispositions prévues	A la charge de
Le positionnement des garde-corps provisoires, se fera en concertation avec le lot serrurerie, afin que la pose des garde-corps définitifs, puisse se faire en présence des provisoires.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie 2 - Gros Oeuvre
Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones à risques de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie
En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue sur les balcons, loggias et coursives. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie

3.7.10. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par la pose des garde-corps définitifs en rive des ouvrages au fur et à mesure du montage des équipements et planchers métalliques. Privilégier l'assemblage des éléments (passerelles et garde-corps) au sol avant leur montage sur l'ouvrage.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie
Privilégier l'assemblage des éléments (passerelles et garde-corps) au sol avant leur montage sur l'ouvrage.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.8.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'organisation du tri sélectif comprenant la réalisation et l'entretien d'une plate-forme de regroupement des déchets, la mise à disposition des bennes, la signalétique explicative destinée aux personnels.	Tous Corps d'état

3.8.2. Bennes à gravois et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Des bennes à gravois et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	2 - Gros Oeuvre
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.	Tous Corps d'état

3.8.3. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables ou du compte interentreprises.	Maître d'œuvre Tous Corps d'état

3.8.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Tous Corps d'état

3.8.5. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	Tous Corps d'état

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.9.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	2 - Gros Oeuvre
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

3.9.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBT et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Tous Corps d'état

3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

3.9.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux de démolition seront réalisés sous système d'abattage à l'eau installé sur les engins.	Tous Corps d'état
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec de ponçage, carottage, percement, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage devront se faire avec le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	Tous Corps d'état
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	Tous Corps d'état
Les entreprises réalisant des travaux à risque d'émission de poussière de silice cristalline devront effectuer des mesures de la concentration de l'atmosphère en silice de façon régulière et lors de tout changement dans des conditions susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exposition des salariés.	Tous Corps d'état
Pour les opérations de fraisage/rabotage des chaussées avec des raboteuses inférieures à un mètre de large, le travail systématique avec humidification par arrosage du tambour de fraisage est recommandé. Prévoir le maintien humide des voies de circulation des camions sur les zones rabotées.	Tous Corps d'état

4.1.2. Travaux de terrassement généraux

Dispositions prévues	A la charge de
Avant démarrage des travaux l'entreprise établira ses DICT, copie des réponses sera transmise au coordonnateur et au maître d'œuvre. Les travaux ne pourront commencer avant la réception des réponses.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Les remblaiements de la pleine masse contre le bâtiment seront réalisés dès la réalisation des drains et des étanchéités verticales. Prévoir une concertation avec le lot gros-œuvre pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments (enlèvement consoles de banches, étalements, ...)	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Les têtes de talus longées par des voies de chantier seront protégées par un balisage en barrières ou en panneaux de clôture pour en éloigner les charges de circulations.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
En cas de constat de mauvaise tenue du terrain ou d'un ouvrage existant pouvant créer un danger, l'entreprise cessera immédiatement les travaux, en informera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour que les mesures conservatoires et de protection soient prises et mises en œuvre sans délai pour supprimer le danger. Le coordonnateur en sera informé.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Les talus de la pleine masse seront réalisés en respectant les recommandations du rapport de l'étude de sol et de la méthodologie définie par le maître d'œuvre le cas échéant.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Les protections provisoires des talus, suivant préconisation du rapport de sol et du maître d'œuvre, seront entretenues autant que de besoin jusqu'aux remblaiements définitifs, sur demande de l'entreprise de gros-œuvre, ou du maître d'œuvre.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions de l'étude de sol, l'épuisement des eaux de ruissellement ou de résurgence par pompage sera prévu pour assainir le fond de la pleine masse. L'évacuation vers le réseau d'égouts sera privilégié et dans tous les cas à l'écart des voies de circulation de chantier.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Les terrassements seront exécutés en suivant les prescriptions et la méthodologie définies par le maître d'œuvre ou le bureau d'études. L'entreprise interdira l'accès au chantier à toute personne non accompagnée, pendant la réalisation de ses travaux jusqu'à mise à disposition du chantier au lot gros-œuvre. L'entreprise prévoira une réunion de concertation et de mise au point avec le maître d'œuvre et le lot gros-œuvre pour faciliter les accès pour la mise en œuvre et la réalisation des travaux de gros-œuvre (consoles, butons, étalements, ...)	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
En cas de découverte en cours de travaux d'une pollution des sols, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature de pollution (risque d'explosion, risque pour la santé, etc..)	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

4.1.3. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
Sur les consignes de la Maîtrise d'Œuvre, les interventions sur le site, entre les travaux de voirie et les accès obligatoires pour les exploitants, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité ainsi que si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
La protection collective sera assurée par le balisage des fouilles devant rester ouvertes en attente du remblaiement.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Privilégier la découpe des éléments en béton, par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
L'entreprise réalisera le balisage des massifs en béton avec leurs tiges de fixations dans l'attente de pose des équipements : candélabres, barrières etc.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Pour toute tranchée ou excavation, commune à plusieurs lots et d'une profondeur supérieure de 1,30 m ou dans un terrain non stable, l'entreprise réalisant la tranchée devra la mise en place d'un système de blindage adapté à tous les types d'intervention prévue dans la tranchée. Le type de blindage sera défini en concertation avec l'ensemble des entreprises concernées par l'intervention dans la tranchée. Le blindage ne pourra être modifié qu'après accord de l'entreprise ayant assuré l'installation. L'entreprise aura en charge la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions y compris des autres corps d'état.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Mise en place des tampons définitifs de fermeture dès la pose des chambres, des regards ou de la réalisation des fosses. En cas d'impossibilité de positionner le tampon définitif, protection par dispositif d'obturation arasant le regard ou la chambre (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pour supporter le poids d'un homme, ou d'un véhicule si l'équipement est positionné sur une voie de circulation.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
En présence de réseaux enterrés à proximité des zones d'intervention, l'entreprise devra faire réaliser la géolocalisation et le marquage des réseaux. L'entreprise Informera son personnel sur la localisation et les mesures de sécurité. L'entreprise devra maintenir le marquage piquetage pendant toute la durée des interventions.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

Dispositions prévues	A la charge de
Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation ou une tenue entreprise adaptée.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se feront sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

4.1.4. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,3 m de profondeur seront protégées soit par la réalisation de pente de talus appropriée soit par un terrassement en escalier soit par la mise en place d'un blindage.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS 2 - Gros Oeuvre

4.1.5. Travaux de fondations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise détaillera, dans une note de méthodologie, les modalités d'exécution et les mesures de sécurité qu'elle envisage de mettre en place. Cette note méthodologique sera annexée au PPSPS de l'entreprise et sera validée par le bureau de contrôle. Elle veillera en particulier à détailler les modalités suivantes: * Les moyens d'intervention mécaniques avec leur positionnement. * Les mesures de protections collectives, notamment en partie supérieure de la paroi. * Les moyens de pompage ou d'évacuation des eaux de ruissellement si nécessaire. * Les dispositifs de renfort et d'étalement provisoire à installer sur les ouvrages existants mitoyens (dispositif d'étrésillon des baies etc).	2 - Gros Oeuvre
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes.	2 - Gros Oeuvre
Toutes les fouilles de plus de 1,30m de profondeur seront blindées.	2 - Gros Oeuvre
Toutes les fouilles profondes seront balisées, le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	2 - Gros Oeuvre
Les excavations, seront balisées en retrait par treillis en plastique d'une hauteur de 1,00m.	2 - Gros Oeuvre
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux, seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme, soit balisées pour protection des aciers en attente.	2 - Gros Oeuvre

4.1.6. Travaux de gros-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Prévoir une concertation avec le lot Terrassements Généraux pour faciliter l'accès des engins à l'arrière du bâtiment pour réaliser les remblaiements (enlèvement consoles de banches, étalements, etc.)	2 - Gros Oeuvre
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier.	2 - Gros Oeuvre
Les coffrages horizontaux seront équipés d'une protection collectives contre les chutes de hauteur, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en rive de coffrage.	2 - Gros Oeuvre

4.1.7. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	2 - Gros Oeuvre
Les garde-corps rigides seront privilégiés. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage du plancher sera préféré aux pinces traditionnelles.	2 - Gros Oeuvre
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	2 - Gros Oeuvre

4.1.8. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	2 - Gros Oeuvre

4.1.9. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	5 - Charpente Bois – Couverture zinc 2 - Gros Oeuvre

4.1.10. Montage et assemblage de la charpente

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de montage ou reprise de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes les personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone.	5 - Charpente Bois – Couverture zinc
Les assemblages en hauteur se feront à partir de nacelles ou d'échafaudages de pied selon la nature du sol sur la zone d'intervention.	5 - Charpente Bois – Couverture zinc
L'entreprise devra la pose des planchers techniques ou des platelages de circulation en combles avant le démarrage des lots techniques.	5 - Charpente Bois – Couverture zinc

4.1.11. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel.	3 - Ravalement
La zone de montage ou démontage des échafaudages, devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis-à-vis des autres intervenants.	3 - Ravalement
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	3 - Ravalement
Un auvent de protection contre les chutes d'objets sera installé au-droit de chaque entrée, des bâtiments, dès le démarrage des travaux en façade. L'entreprise devra le maintien et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions en façade.	3 - Ravalement
Les passages d'accès aux bâtiments seront pourvus de platelage pare-gravois.	3 - Ravalement
Les garde-corps provisoires des balcons seront laissés en place. En cas de dépose indispensable, les garde-corps seront reposés au démontage de l'échafaudage, la repose sera à faire constater par l'entreprise ayant réalisée la pose initiale.	3 - Ravalement
Les plateaux du premier niveau seront pleins, jointifs et fermés jusque contre la façade, afin d'interdire la chute de matériaux ou gravats.	3 - Ravalement
Des pare-gravois jointifs en éventail, seront installés dans la hauteur du premier niveau d'échafaudage.	3 - Ravalement
Les garde-corps et les plateaux situés au niveau de l'égout de toit seront pleins et jointifs, les plateaux seront collés à la façade concernée.	3 - Ravalement

4.1.12. Travaux de menuiseries extérieures

Dispositions prévues	A la charge de
Les joints d'étanchéité extérieurs devront toujours être réalisés depuis un niveau de poste de travail protégé (échafaudage du façadier par exemple).	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie
Les portes-fenêtres donnant en façade sans balcon seront condamnées par des poignées à serrure ou des plaques pleines vissées avec des vis anti-vandalisme. Les poignées d'ouverture définitives ne seront posées qu'après la pose des protections collectives définitives en façade.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie

4.1.13. Travaux en façade

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fera part en réunion préparatoire de ses besoins d'emprise au sol.	3 - Ravalement
La zone de préparation (malaxeur et stockage matériaux) sera installée à l'écart des entrées des bâtiments et des circulations. La zone sera balisée. Les eaux de gâchage et de nettoyage du malaxeur seront canalisées ou récupérées pour éviter les salissures du chantier par l'entreprise.	3 - Ravalement

4.1.14. Travaux de plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	7 - plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	7 - plâtrerie

4.1.15. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	Tous Corps d'état
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-œuvre.	14 - CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE 13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
Lors des travaux d'incorporation aux ouvrages béton, l'entreprise de gros œuvre aura en charge, la mise en place des protections collectives.	14 - CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE 13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.	14 - CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE 13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES 2 - Gros Oeuvre
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.	14 - CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher, devra assurer la continuité de la protection, vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	14 - CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE
Après ouverture, les trémies seront sécurisées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous-face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	14 - CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE 13 - ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

4.1.16. Travaux de revêtement de sols

Dispositions prévues	A la charge de
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.	10 - Carrelage – faïence
En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements.	10 - Carrelage – faïence
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	10 - Carrelage – faïence
Privilégier la mise en œuvre des chapes après la pose des façades de portes de l'ascenseur pour éviter la dépose des protections provisoires des baies pour amener la chape jusqu'au seuil. La dépose des protections provisoires est interdite.	10 - Carrelage – faïence

Dispositions prévues	A la charge de
Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée. L'accès sera interdit aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique. L'entreprise installera la signalisation rappelant l'interdiction de fumer et d'avoir recours à l'utilisation d'équipement à flamme vive.	10 - Carrelage – faïence
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	10 - Carrelage – faïence

4.1.17. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux en grande hauteur sous toitures. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objets seront balisées au sol pour en détourner les passages.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie

4.1.18. Travaux d'ascenseurs et monte-charges

Dispositions prévues	A la charge de
Avant intervention l'entreprise s'assurera de la protection de la gaine à tous les étages. L'approvisionnement ne se fera que lorsque l'installation de l'appareil est sûre d'être faite.	12 - ascenseur
La zone de montage sera balisée et le passage condamné dans les zones à risque.	12 - ascenseur
L'entreprise doit consigner les portes pour en empêcher toute tentative de manœuvre si le montage définitif n'est pas achevé lorsqu'elle quitte le chantier.	12 - ascenseur
La dépose des protections provisoires se fera à l'avancement de la pose des portes palières ou de la mise en place des protections provisoires de l'entreprise installatrice. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	12 - ascenseur

4.1.19. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état
Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un moyen d'extinction adapté.	Tous Corps d'état
L'entreprise à l'issue des travaux de soudure devra faire une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, devra s'assurer pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie 14 - CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE

4.1.20. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	Tous Corps d'état
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'état
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	Tous Corps d'état

4.1.21. Travaux d'étanchéité - Plancher béton

Dispositions prévues	A la charge de
La protection antichute sera assurée par le dispositif de protection collective installée lors du coulage du plancher par le lot gros œuvre. A son arrivée sur site l'entreprise d'étanchéité prendra en charge la continuité et la maintenance du dispositif.	4 - Etanchéité

4.1.22. Travaux de couverture traditionnelle

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès en toiture est à privilégier par une sapine ou un échafaudage installé en périphérie du bâtiment. L'entreprise prévoira l'immobilisation de la sapine jusqu'à la fin de ses travaux de toiture.	5 - Charpente Bois – Couverture zinc
La protection collective sera assurée par la mise en place d'échafaudages de pieds implantés en façade. Les plateaux hauts de l'échafaudage seront positionnés en bas de pente au niveau des égouts de toit afin d'assurer le poste de travail et la protection antichute.	6 - Menuiseries extérieures – Serrurerie
Les protections collectives sur toutes les rives de toiture seront installées avant pose de la charpente. A cet effet, il est demandé au lot gros-œuvre d'incorporer des fourreaux dans les murs banchés de façades pour permettre la fixation des consoles. Une concertation est à prévoir avec ce lot pour positionner les fourreaux.	5 - Charpente Bois – Couverture zinc
Préalablement à la pose de la couverture, mise en place de filets de protection contre les chutes, en sous-face de la charpente, sur l'intégralité des zones de pose.	5 - Charpente Bois – Couverture zinc
Les bandeaux et sous-face de toiture seront réalisés à l'aide d'un dispositif sécurisé par protection collective, tel que nacelle élévatrice ou échafaudage.	5 - Charpente Bois – Couverture zinc

4.1.23. vigilance canicule

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Adapter l'activité du chantier à ce risque :</p> <p>1° La mise en œuvre de procédés de travail ne nécessitant pas d'exposition à la chaleur ou nécessitant une exposition moindre ;</p> <p>2° La modification de l'aménagement et de l'agencement des lieux et postes de travail ;</p> <p>3° L'adaptation de l'organisation du travail, et notamment des horaires de travail, afin de limiter la durée et l'intensité de l'exposition et de prévoir des périodes de repos ;</p> <p>4° Des moyens techniques pour réduire le rayonnement solaire sur les surfaces exposées, par exemple par l'amortissement ou par l'isolation, ou pour prévenir l'accumulation de chaleur dans les locaux ou au poste de travail ;</p> <p>5° L'augmentation, autant qu'il est nécessaire, de l'eau potable fraîche mise à disposition des travailleurs ;</p> <p>6° Le choix d'équipements de travail appropriés permettant, compte tenu du travail à accomplir, de maintenir une température corporelle stable ;</p> <p>7° La fourniture d'équipements de protection individuelle permettant de limiter ou de compenser les effets des fortes températures ou de se protéger des effets des rayonnements solaires directs ou diffusés ;</p> <p>8° L'information et la formation adéquates des travailleurs, d'une part, sur la conduite à tenir en cas de forte chaleur et, d'autre part, sur l'utilisation correcte des équipements de travail et des équipements de protection individuelle de manière à réduire leur exposition à la chaleur à un niveau aussi bas qu'il est techniquement possible.</p> <p><u>Voir annexe: fortes chaleurs</u></p>	Tous Corps d'état

4.1.24. Travaux d'espaces verts

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra demander à se faire transmettre par le maître d'œuvre les plans d'exécution des réseaux enterrés du site avant de réaliser les terrassements pour ses plantations, notamment les réseaux d'énergie.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Les fosses pour plantation devront être balisées.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Lors de la réalisation des travaux d'arrosage, les tranchées, devant être maintenues ouvertes, seront balisées.	1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS

4.1.25. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les travaux de terrassement ne pourront redémarrer qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux de démolition ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	0 - désamiantage 1 - VOIRIES RESEAUX DIVERS, ESPACES VERTS
Conformément aux dispositions légales, l'entreprise devra au préalable, établir un plan de retrait des éléments concernés et adresser, ce document un mois avant son intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OBBPTP – MEDECINE DU TRAVAIL) via la plateforme DEMAT@MIANTE. Une copie du plan de retrait ainsi que de l'accusé de transmission téléchargeable sur la plateforme DEMAT@MIANTE, sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.	0 - désamiantage
Les PV de mesures libératoires doivent être transmis au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées.	0 - désamiantage
Les zones en cours de décontamination seront isolées par l'installation de zones de confinement. Installation au démarrage des travaux sur zone. Maintenance pendant toute la durée des travaux de décontamination.	0 - désamiantage
Phase désamiantage: Sanitaires – Vestiaires - Réfectoires: Installations propres à l'entreprise intervenante et à ses sous-traitants.	0 - désamiantage

4.1.26. Travaux d'agencement/cloisons modulaires

Travaux d'agencement

Dispositions prévues	A la charge de
Les équipements utilisés pour les travaux de découpe, seront équipés de récupérateur de poussière. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	16 - CLOISONS MODULAIRES, MENUISERIES INTERIEURES (aménagement intérieur)
L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants.	16 - CLOISONS MODULAIRES, MENUISERIES INTERIEURES (aménagement intérieur)

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

5.1.2. Plan Général Simplifié de Coordination

5.1.3. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

5.1.4. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.5. Prestataires de services et Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Les entreprises mandataires doivent signaler au CSPS tous leurs prestataires de service autorisés par le Maître d'ouvrage à intervenir sur le chantier.

Ces prestataires devront faire l'objet d'une inspection commune préalable en présence de l'entreprise mandataire et du coordonnateur SPS, afin de définir les mesures d'organisation et de coordination liées à leur intervention.

Ils seront également tenus d'établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) que le coordonnateur harmonisera avec les autres PPSPS de l'opération.

Pour les prestataires n'entrant pas dans le dispositif de coordination, leur analyse des risques devra être intégrée au PPSPS de l'entreprise mandataire.

5.1.6. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.7. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

5.1.8. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

5.1.9. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié

5.1.10. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

5.1.11. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

5.1.12. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: David LOISEAU	Tél : 0788054449 Email : david.loiseau@socotec.com
Etabli le : 27/11/2025 Date de modification : 30/01/2026	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: RUE DE CUREMBOURG 45400 FLEURY LES AUBRAIS	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

Annexes :

1 2025-06-Actualites-FortesChaleur-V2.pdf



NOUVEAUTÉS RÉGLEMENTAIRES



PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES RISQUES LIÉS AUX ÉPISODES DE CHALEUR INTENSE

✓ DÉCRET N° 2025-482 DU 27 MAI 2025

✓ ARRÊTÉ DU 27 MAI 2025

- **Composition** : un décret + un arrêté.
- **Entrée en vigueur immédiate** au 1er juillet 2025
- **Objectif** : prise en compte des changements climatiques dans les conditions de travail en vue de protéger la santé des travailleurs et d'activer des mesures de prévention spécifiques / d'indemnisation intempérie quand les seuils de vigilance de Météo France sont activés.
- **Le décret** modifie plusieurs articles du Code du travail et crée de nouvelles dispositions.
- **L'arrêté** permet de donner une valeur réglementaire aux niveaux de vigilance Météo France (uniquement dans une circulaire aujourd'hui)



2 18/06/2025 Name of the presentation

PRINCIPAUX POINTS - DÉCRET N° 2025-482 DU 27 MAI 2025



- ✓ **Évaluation** obligatoire des risques retranscrit dans le **DUERP** + prise en compte dans le **PAPRI Pact** (Etp > 50 pers.)
- ✓ Prise en compte également des mesures de prévention dans les **PdP, les PPSPS et le PGCSPS** (Art R. 4463-8)
- ✓ **Sur les chantiers : minimum 3L d'eau fraîche/jour/travailleur à proximité des postes** si eau courante non disponible ; **Postes de travail extérieurs aménagés** pour protéger les travailleurs contre les **effets** des conditions atmosphériques (et non plus seulement les protéger des conditions atmosphériques).
- ✓ **Mesures pratiques** : adaptation des horaires, aménagement des postes, EPI adaptés, aménager les postes (dispositifs occultants, ventilation),
- ✓ Obligation de **maintenir les locaux à température adaptée** incluant le rafraîchissement,
- ✓ Attention particulière aux **travailleurs vulnérables + formation** aux signes de coup de chaleur + **protocole de secours**.

=> **Applicable au 01/07/2025** (l'IT pourra mettre en demeure les entreprises sous 8 jours pour définir les mesures de prévention du risque lié aux épisodes de chaleur intense)



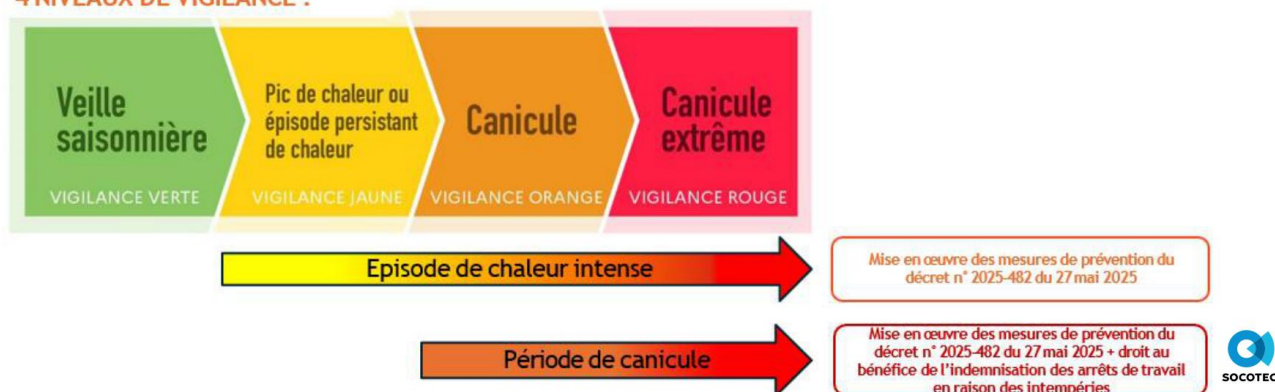
PRINCIPAUX POINTS – ARRETE DU 27 MAI 2025

Objet de l'arrêté :

- ✓ définit les épisodes de **chaleur intense** sur la base des seuils de vigilance météorologique de Météo-France, à partir desquels devront être mises en œuvre les mesures de prévention prévues par le décret n° 2025-482 du 27 mai 2025
- ✓ définit la **notion de canicule** ouvrant droit au bénéfice de l'indemnisation des arrêts de travail en raison des intempéries.
- ✓ **Entrée en vigueur : 1er juillet 2025.**



4 NIVEAUX DE VIGILANCE :



4 18/06/2025 Name of the presentation

EN SYNTHÈSE

Concrètement dès la publication :

- Obligation pour tout employeur de réaliser son **évaluation des risques** liés aux fortes chaleurs et de l'insérer dans son DUERP si risque avéré
- Si risque avéré, définition des mesures de prévention qui seront mises en œuvre face à ce risque : **mesures à définir par couleur d'alerte Météo France**
- Faire évoluer si nécessaire ses **modes opératoires / PPSPS** (pour prise en compte **PGC SPS / PDP**) pour veiller à l'accès systématique à de l'eau potable et fraîche sur site + accès à **3 litres minimum** d'eau potable et **fraîche** sur les chantiers à partir de l'alerte orange + définir des modalités de protection face aux expositions au soleil
- Faire évoluer si nécessaire les **EPI** disponibles et / ou **aménager leurs règles d'utilisation** en fonction des conditions climatiques

■ Attention :

- Délai court
- Réflexion sur la mise à disposition de l'eau fraîche si pas de raccordement
- Protection contre les effets du soleil : définir des zones protégées permettant de maintenir le travail en extérieur
- L'EVRP et la définition des mesures et actions de prévention sont de la compétence de l'employeur



5 18/06/2025 Name of the presentation

EXEMPLE DE MAILING DE L'INSPECTION DU TRAVAIL



Envoyé : lundi 2 juin 2025 11:56

À :

Objet : 2025 06 02 - Nouveaux textes "Chaleur intense" - responsabilités EU et MOA

Importance : Haute

Bonjour,

Pour votre information la parution des textes ci-dessous. Ils ont pour objet la protection de la santé des travailleurs contre les risques liés aux épisodes de chaleur intense lorsque les seuils de vigilance météorologique du dispositif développé par Météo-France pour signaler le niveau de danger de la chaleur est activé. Ils sont applicables sous 1 mois.

A ce titre, nous vous sollicitons pour la mise à jour des PGCSPS des opérations dont vous assurez les missions de CSPS pour le compte du CEA de Grenoble.

Vous informerez l'ensemble des acteurs des chantiers sur lesquels vous intervenez dans le délai de 1 mois pour prise en compte par les Entreprises et mise à jour de leurs PPSPS

A noter en particulier outre les responsabilités d'employeur, les responsabilités de l'entreprise utilisatrice et du maître d'ouvrage pour la prise en compte du risque de « chaleur intense » dans les PdP et le PGCSPS.

Le décret https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/qcMeMnMV9WVvFPHlo6iYWrmCxJ-mC_f1ilDVx1TFCBg=/JOE_TEXTE créé un chapitre 3 à la 4^{ème} partie du livre IV du code du travail appelé

« PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX ÉPISODES DE CHALEUR INTENSE »

« Art. R. 4463-1. – Pour l'application du présent chapitre, l'épisode de chaleur intense est défini, dans des conditions déterminées par arrêté des ministres chargés du travail, de l'environnement et de l'agriculture, par référence à un dispositif développé par Météo-France pour signaler le niveau de danger de la chaleur.

« Art. R. 4463-8. – Le plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6, le plan général de coordination prévu à l'article L. 4532-8, et le plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article L. 4532-9 tiennent compte, le cas échéant, des risques liés à l'exposition aux épisodes de chaleur intense. »

L'arrêté <https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=qcMeMnMV9WVvFPHlo6iYWvj-ISq88PA6yoPhkTVJ7BU=>

Le présent arrêté définit l'épisode de chaleur intense mentionné à l'article R. 4463-1 du code du travail et précise les critères ouvrant droit au bénéfice de l'indemnisation des arrêts de travail en raison des intempéries dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics.

Vous trouverez ci-joint l'analyse

De la DGT : <https://travail-emploi.gouv.fr/publication-du-decret-relatif-la-protection-des-travailleurs-contre-les-risques-liés-la-chaleur>

de l'OPPBTP : https://www.preventionbtp.fr/actualites/reglementation/chaieurs-intenses-de-nouvelles-mesures-a-mettre-en-place-dans-les-entreprises_dGFpfieE6jc5Pau9pyzGpd

Bien Cordialement.

6 18/06/2025 Name of the presentation

POUR ALLER PLUS LOIN



- **Guide de préconisation « fortes chaleur » de l'OPPBTP :**

https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/ouvrage/fortes-chaieurs-et-effets-caniculaires-sur-les-chantiers-guide-de-preconisations_NLKhnmb2rzoPBArtyvRn2U

- **Boite à outils OPPBTP :**

<https://www.preventionbtp.fr/ressources/boites-a-outils/fortes-chaieurs-canicule-sur-les-chantiers>



7 18/06/2025 Name of the presentation